

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Hamas, Fatah, Djihad islamique palestinien... Retour sur la mosaïque de mouvements palestiniens

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Hamas-Fatah-Djihad-islamique-palestinien-Retour-sur-la-mosaïque-de-mouvements.html>

Par Emile Bouvier, le 01/12/2023

L'attaque du 7 octobre menée par le Hamas contre Israël a placé le mouvement sur le devant de la scène médiatique, faisant de facto de lui le héraut de la cause palestinienne [1], et oblitérant par là même des médias les nombreuses autres organisations politiques ou clandestines palestiniennes.

Pourtant, le Hamas n'incarne pas à lui seul les Palestiniens : si le mouvement d'Ismaël Haniyeh contrôle la bande de Gaza depuis 2007, le Fatah règne quant à lui sur l'autre entité politico-territoriale palestinienne qu'est la Cisjordanie, où les Palestiniens contrôlent un archipel de territoires toujours plus morcelés par la colonisation israélienne. A ces deux grands mouvements politiques s'ajoute une pléiade d'organisations palestiniennes armées, allant de la branche armée du Hamas - les Brigades Izz ad-Din al-Qassam - au Djihad islamique palestinien en passant par des groupuscules d'ampleur très variable actifs notamment en Cisjordanie et qui s'avèrent, pour la plupart, composés des déçus du Fatah et d'autres mouvements.

L'intensité du conflit et des opérations militaires menées tant par les forces israéliennes que le Hamas - flanqué du Djihad islamique palestinien - ont plongé dans l'ombre ces autres mouvements palestiniens, pourtant incontournables dans l'équation politico-sécuritaire palestinienne et, plus encore, dans « *l'après-Hamas* » ou, du moins, dans la recherche d'une période de stabilisation durable du conflit et de sa résolution potentielle, alors qu'un premier accord de cessez-le-feu a été conclu sous l'égide d'une médiation qatari-égyptienne.

Cet article entend ainsi présenter les acteurs de la mosaïque politique et militaire palestinienne et leur rôle sur l'échiquier géopolitique tant intérieur que régional. Après un rappel de la situation territoriale et juridique des Palestiniens (I), seront étudiés successivement les mouvements politiques (II) et armés (III).

I. Un archipel de territoires palestiniens

Faute d'Etat palestinien à l'heure actuelle - bien que l'ONU [2] et un nombre croissant de pays se montrent désormais favorables à sa création officielle, dont les Etats-Unis [3] et plusieurs chancelleries européennes [4] -, les territoires administrés par l'Autorité palestinienne se répartissent en un archipel d'enclaves dont les frontières ont été dessinées durant les combats qui se sont déroulés durant le XXème siècle et figées par les accords d'armistice israélo-arabes de 1949 ainsi que les accords intérimaires sur la Cisjordanie et la bande de Gaza signés à Washington (« *accord de Taba* » ou « *Oslo II* ») le 28 septembre 1995, expliquant l'absence de continuité territoriale entre eux. Les « Territoires palestiniens » sont, de fait, divisés entre deux grands pôles géographiques : la bande de Gaza à l'ouest et, à l'est, une multitude d'enclaves en Cisjordanie. A la suite des accords intérimaires de 1995, trois types de zones sont définis en Cisjordanie : la zone A, sous contrôle exclusif palestinien [5] ; la zone B, sous administration palestinienne et contrôle sécuritaire israélien ; la zone C, sous contrôle administratif et sécuritaire israélien [6]. En tout, la zone A regroupe 171 zones distinctes et la zone B en compte 298 [7]. Entre elles se trouvent des routes contrôlées par Israël, des colonies israéliennes, des zones tampons, etc. Ce morcellement territorial explique la relative aisance avec laquelle les autorités israéliennes parviennent à accroître le nombre de nouvelles colonies en territoire cisjordanien [8].

Afin d'administrer les Territoires palestiniens, les accords intérimaires de 1995 prévoient l'existence d'une entité gouvernementale incarnée par « *l'Autorité palestinienne* ». Celle-ci dispose d'un président et d'une assemblée élue au suffrage universel mais, en raison de son caractère non-étatique, ne dispose pas d'une armée, seulement d'une force de police [9]. Cette Autorité palestinienne compte dès lors un gouvernement en bonne et due forme composé de ministres se répartissant divers portefeuilles [10]. Les chiffres des pertes humaines dans la bande de Gaza avancés par la plupart des médias [11] depuis le 7 octobre sont ainsi ceux publiés par le ministère palestinien de la Santé, par exemple. Depuis le 29 novembre 2012, l'Autorité palestinienne incarne le futur potentiel Etat palestinien à l'ONU, date du rehaussement du statut de la Palestine qui, de simple observateur aux Nations unies, est passé à observateur non-membre, soit le même statut que celui du Vatican par exemple [12].

II. Un condominium politico-sécuritaire à la tête des Territoires palestiniens

Divers partis politiques palestiniens se sont succédés ou concurrencés au fil des décennies afin d'administrer les territoires tenus par les Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie et/ou pour porter le flambeau de la « *cause palestinienne* », régulièrement présentée par ses partisans comme la « *résistance palestinienne* » [13]. Plusieurs groupes armés, comme il sera vu en troisième partie de cet article, font en effet appel au champ lexical de la résistance (à l'instar des « *Brigades de la résistance nationale* », encore, modérément, actives aujourd'hui [14]). Citons, parmi les mouvements politiques incontournables, celui de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui, fondée en 1964, a été conçue comme une plateforme pour représenter les intérêts du peuple palestinien. Elle agit comme une entité faîtière de plusieurs autres organisations palestiniennes et, après avoir renoncé officiellement à l'action armée en 1988, est depuis cette date l'interlocutrice privilégiée des autorités israéliennes ou internationales. A ce titre, le Hamas et le Djihad islamique palestinien ont refusé de rejoindre cette fédération [15]. L'OLP regroupe des partis politiques comme le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et, surtout, le Fatah.

Fondé en 1959 par Yasser Arafat, le Fatah est l'un des plus anciens mouvements nationalistes palestiniens, étant à la pointe de la lutte armée et de la résistance contre l'occupation israélienne. Au fil des années, le Fatah a évolué politiquement et structurellement [16] pour devenir le parti politique dominant au sein de l'OLP. Le parti est aujourd'hui dirigé par Mahmoud Abbas, en poste depuis 2004 à la suite de la mort de Yasser Arafat. L'intéressé est également président de l'Autorité palestinienne depuis 2005 et a continué à occuper cette fonction au-delà de la fin prévue de son mandat en 2009 [17] en raison de diverses circonstances politiques [18].

L'autre parti exerçant un condominium politique sur les Territoires palestiniens avec le Fatah est le Hamas. Fondé en 1987 pendant la première intifada, le Hamas est un mouvement islamiste s'étant concentré à ses débuts sur la lutte armée contre Israël, menant des attaques et des actions de guérilla contre les forces israéliennes. Sa popularité a progressivement augmenté grâce à ses programmes de charité [19], d'assistance sociale [20] et de ses activités communautaires dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. L'organisation a également capitalisé sur le mécontentement de la population à l'encontre de la corruption perçue dans le Fatah et l'Autorité palestinienne [21], accusés à plusieurs reprises de népotisme ou de détournement de fonds, dans un contexte plus large de scandales réguliers [22].

De par sa popularité grandissante, le Hamas a fini par remporter les élections municipales en décembre 2005 puis les élections législatives en janvier 2006 [23], aboutissant en des tensions et confrontations violentes avec le Fatah. En juin 2007, après plusieurs jours de combats [24], le Hamas prendra le contrôle total de la bande de Gaza, évinçant les forces du Fatah. Depuis lors, le Fatah contrôle la Cisjordanie tandis que le Hamas gouverne la bande de Gaza. Malgré diverses tentatives de réconciliation [25] et de formation d'un gouvernement d'union palestinienne, les divisions ont persisté entre les deux mouvements politiques palestiniens, laissant les deux territoires sous des administrations distinctes et désunies [26]. Ce contrôle de la bande de Gaza par le Hamas et des territoires cisjordanien par le Fatah explique pourquoi l'essentiel des opérations militaires israéliennes se concentre actuellement dans la première et non dans les seconds, tout comme cette division politique explique pourquoi le Fatah n'est pas entré en guerre contre Israël aux côtés du Hamas. Le 16 octobre dernier par exemple, Mahmoud Abbas déclarait à l'agence de presse de l'Autorité palestinienne, Wafa, que « *le Hamas ne représente pas les Palestiniens* » [27].

III. Des mouvements palestiniens armés pour le moins pluriels

De nombreux mouvements armés palestiniens complètent la mosaïque des organisations palestiniennes actives aujourd'hui, aussi bien dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie. Parmi les principaux groupes militaires se trouvent les branches armées des partis politiques : ainsi, les militants du Hamas combattant actuellement l'armée israélienne sont-ils avant tout membres des Brigades Izz ad-Din al-Qassam [28], fondées en 1992 [29] en réaction aux négociations alors menées dans la perspective des accords d'Oslo [30], conclus l'année suivante. Cette branche armée bénéficie du soutien de plusieurs pays, à commencer par l'Iran ; celui-ci fournit depuis longtemps des fonds, des armes et un entraînement aux combattants du Hamas [31]. Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), en l'occurrence, aurait fourni au groupe militant des armes, des outils technologiques et des formations pour l'aider à réussir son assaut du 7 octobre [32], bien que la Maison Blanche ait déclaré jusqu'à présent qu'elle ne disposait pas de preuves spécifiques de l'implication directe de l'Iran dans l'organisation et l'exécution de cette attaque [33].

Après le Hamas, le Djihad islamique palestinien (PIJ) - à travers sa branche armée des Brigades al-Qods - apparaît comme le deuxième groupe armé le plus notable dans la bande de Gaza. Comme le Hamas, il ne reconnaît pas Israël et s'oppose violemment à son occupation. Cependant, bien que ses intérêts soient alignés sur ceux du Hamas et que les deux groupes entretiennent des liens irréfragables, les deux mouvements constituent des entités politico-militaires bien distinctes. Fondé en 1981, le PIJ reçoit lui aussi le soutien de l'Iran mais également celui de la Syrie, et travaille activement avec Hezbollah libanais. Tandis que le Hamas agit comme une entité gouvernementale à Gaza et qu'il a donc besoin du soutien de la population pour fonctionner efficacement, le PIJ axe toute sa stratégie sur la seule résistance armée ; assez curieusement, le Hamas s'est ainsi retrouvé à plusieurs reprises à devoir contraindre le PIJ à cesser des attaques contre Israël afin de protéger la population palestinienne des représailles israéliennes [34]. Le Hamas et le PIJ ne sont pas non plus entièrement alignés quant à l'objectif final de leur lutte armée. Alors que certains dirigeants du Hamas ont déclaré qu'ils étaient prêts à accepter une solution à deux États basée sur les frontières d'avant 1967 sans reconnaître l'existence d'un État israélien [35], le PIJ rejette cette condition et s'engage à détruire Israël et à créer un État palestinien qui inclurait non seulement Gaza et la Cisjordanie, mais aussi l'actuel territoire israélien [36].

Les autres groupes armés s'avèrent plus complexes, à l'instar des brigades Martyrs al-Aqsa [37]. Celles-ci sont considérées comme la branche armée du Fatah et regroupent plusieurs autres groupes clandestins. Si elles ont conduit de nombreuses attaques contre les forces et colons israéliens en Cisjordanie ces derniers mois, elles ne revendiquent pas pour autant leur appartenance au Fatah lors de leur passage à l'acte et n'ont pas la structure nécessaire pour ouvrir un véritable deuxième front contre l'armée israélienne dans la région cisjordanienne, concomitamment au front gazaoui [38]. Cette absence de structure et de capacités d'adhésion de la population s'exprime tout particulièrement dans la création, ces derniers mois, d'une myriade d'autres groupes armés palestiniens actifs à l'échelle locale, voire municipale, et qui consistent pour une large part en des militants mécontents du Fatah. Les « *Brigades de Jénine* » en sont un exemple : créées en septembre 2021 dans la ville éponyme afin de protéger des forces israéliennes six Palestiniens évadés de prison, ces brigades ont rapidement bénéficié du soutien du PIJ et ont attiré à eux de jeunes combattants du Hamas, du Fatah et du Front populaire de libération de la Palestine [39]. Ces brigades relativement « indépendantes » d'un parti politique palestinien traditionnel ont été renforcées par la création des « *Brigades de Naplouse* » en mai 2022, des « *Brigades de Tubas* » en juin de la même année, ou encore du « *Repaire des Lions* » [40] deux mois plus tard, ainsi que d'un certain nombre d'autres milices similaires. La création de ces brigades en-dehors des organisations armées traditionnelles témoigne d'une certaine déception des militants palestiniens à l'égard de ces dernières et d'une forme de radicalisation de l'action politico-sécuritaire de leur part contre une colonisation israélienne conquérante que l'Autorité palestinienne ne parvient pas à ralentir.

Conclusion

La scène politique et sécuritaire des Territoires palestiniens s'avère ainsi particulièrement plurielle et témoigne des nombreux enjeux, internes comme externes, parcourant la société palestinienne. S'il serait trop simple d'affirmer que les divisions politiques scindant les militants palestiniens sont à l'origine de leur impuissance à contrer la colonisation israélienne et à faire valoir leur droit à exister en tant qu'État, l'inverse s'avère audible pour autant : face aux échecs et au sentiment d'impuissance politique, légitimement perçu ou non, nombre de Palestiniens voient en l'action armée un outil valable pour faire valoir leurs revendications. La

guerre initiée par le Hamas contre Israël le 7 octobre ne redistribue pas pour autant significativement les cartes de l'équation politico-sécuritaire palestinienne : le mouvement islamiste est en effet avant tout l'incarnation d'un sentiment politique, celui d'une déception contre la gouvernance du Fatah et de l'Autorité palestinienne. En l'absence d'une véritable transformation de l'offre politique palestinienne et d'une prise en compte de cette dernière dans les négociations internationales entourant le statut d'un potentiel Etat palestinien, la capacité de la société palestinienne à être entendue et à peser dans ces discussions continuera d'être substantiellement compromise.

A lire sur les Clés du Moyen-Orient :

- Les frontières de la Palestine 1914 – 1947
- Retour cartographique sur le conflit israélo-arabe (1/2) : des prémices du conflit israélo-palestinien à la première guerre israélo-arabe
- Synthèse de la guerre entre le Hamas et l'Etat d'Israël – Période du 7 au 19 octobre 2023
- Hamas : de quoi le « Mouvement de résistance islamique » est-il le nom ?
- Bande de Gaza
- La Cisjordanie au XXe siècle (2/2) : De 1967 à aujourd'hui, un territoire en lien avec la question palestinienne
- Le Mouvement Jihad islamique palestinien : une faction islamo-nationaliste révolutionnaire

Bibliographie :

- ABRAMS, Elliott. *Chronic Kleptocracy : Corruption Within the Palestinian Political Establishment*. Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on Middle East and South Asia, United States House of Representatives, Washington, DC, 2012.
- BRANDENBURG, Rachel. *Iran and the Palestinians. The Iran Primer : Power, Politics, and US Policy*, 2010, p. 171-174.
- CALVO-GOLLER, Karin. *L'extension de l'autonomie palestinienne à des territoires en Cisjordanie*. *Annuaire français de droit international*, 1995, vol. 41, no 1, p. 53-64.
- ELARKOUBI, Rida. *Language in the News : Constructing the Israeli–Palestinian Conflict through Use of Language*. 2018. Thèse de maîtrise. University of Stavanger, Norway.
- ELARKOUBI, Rida. *Language in the News : Constructing the Israeli–Palestinian Conflict through Use of Language*. 2018. Thèse de maîtrise. University of Stavanger, Norway.
- HAYES, Clark. *Hamas : Social Welfare and Community-Based Politics*. Pi Sigma Alpha Zeta Upsilon Chapter Union College, 2010, p. 18.

- LAHAR, Faysal. « Fiche technique n °1. Les brigades des martyrs d'al-aqsa », Outre-Terre, vol. no 13, no. 4, 2005, pp. 269-276.
- LAVIE, Ephraïm. The Challenge of the Palestinian Authority : State building without governmental legitimacy. Strategic Assessment, 2011, vol. 14, no 1, p. 65-79.
- LEVITT, Matthew. Hamas : politics, charity, and terrorism in the service of jihad. Yale University Press, 2006.
- LUFT, Gal. The Palestinian Security Services : Between Police and Army. Washington Institute for Near East Policy, 1998.
- MILTON-EDWARDS, Beverley. Hamas : victory with ballots and bullets. Global Change, Peace & Security, 2007, vol. 19, no 3, p. 301-316.
- SCHANZER, Jonathan. Hamas vs. Fatah : the struggle for Palestine. St. Martin's Press, 2008.
- SCHANZER, Jonathan. State of failure : Yasser Arafat, Mahmoud Abbas, and the unmaking of the Palestinian state. St. Martin's Press, 2013.
- SHIKAKI, Khalil. Power Struggle Between Fatah and Hamas Prevents Palestinian Reconciliation and Reunification. Palestinian Center for Policy & Survey Research., 2019.
- SKARE, Erik. A History of Palestinian Islamic Jihad : Faith, Awareness, and Revolution in the Middle East. Cambridge University Press, 2021.
- ZUHUR, Sherifa, ABUNIMAH, Ali, MALKA, Haim, et al. Hamas and the two-state solution : villain, victim or missing ingredient ?. Middle East Policy, 2008, vol. 15, no 2, p. 1.

Sitographie :

- Israël-Gaza : d'un Kippour à l'autre, Causeur, 07/10/2023

<https://www.causeur.fr/israel-gaza-7-octobre-2023-attaque-hamas-kippour-a-l-autre-267498>

- How Hamas became the leader of the Palestinian national movement, Le Monde, 26/11/2023

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/11/26/how-hamas-became-the-leader-of-the-palestinian-national-movement_6290585_4.html

- UN calls for 'irreversible' move toward two-state solution to Israel crisis, Reuters, 29/11/2023

<https://www.reuters.com/world/middle-east/un-calls-irreversible-move-toward-two-state-solution-israel-crisis-2023-11-29/>

– Biden wants a two-state solution for Israeli-Palestinian peace. Is it still possible ?, NPR, 27/10/2023

<https://www.npr.org/2023/10/27/1208694837/two-state-solution-israeli-palestinian-conflict>

– In a cautious EU, Spain stands out as vocal Israel critic, Le Monde, 27/11/2023

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/11/27/in-a-cautious-eu-spain-stands-out-as-vocal-israel-critic_6293238_4.html

– Israel advances peak number of West Bank settlement plans in 2023, watchdog says, Reuters, 13/07/2023

<https://www.reuters.com/world/middle-east/israel-advances-peak-number-west-bank-settlement-plans-2023-watchdog-2023-07-13/>

– Gaza death toll tops 5,000, nearly half of them children : Officials, Al Jazeera, 23/10/2023

<https://www.aljazeera.com/news/2023/10/23/gaza-death-toll-exceeds-5000-as-israel-continues-daily-bombardments>

– La Palestine devient Etat observateur non-membre auprès de l'ONU, Le Monde, 29/11/2023

https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/11/29/la-palestine-devient-etat-non-membre-permanent-a-l-onu_1798052_3218.html

– Hamas and Fatah : How are the two groups different ?, Al Jazeera, 12/10/2017

<https://www.aljazeera.com/features/2017/10/12/hamas-and-fatah-how-are-the-two-groups-different>

– U.S. Lawmakers Slam Mahmoud Abbas for Alleged Corruption, Haaretz, 11/07/2012

<https://www.haaretz.com/2012-07-11/ty-article/abbas-corrupt-say-u-s-lawmakers/0000017f-e30f-d568-ad7f-f36f286e0000>

– Abbas says Hamas actions ‘don’t represent Palestinians,’ then seems to backtrack, The Times of Israel, 16/10/2023

<https://www.timesofisrael.com/abbas-says-hamas-actions-dont-represent-palestinians-then-seems-to-backtrack/>

– What is Hamas’s armed wing, the Qassam Brigades ?, Al Jazeera, 26/10/2023

<https://www.aljazeera.com/news/2023/10/26/who-are-qassam-armed-resistance-in-gaza>

– The Challenge of Hamas to Fatah, Middle East Forum, The Challenge of Hamas to Fatah, Automne 2003

<https://www.meforum.org/516/the-challenge-of-hamas-to-fatah>

– Hamas received weapons and training from Iran, officials say, Washington Post, 09/10/2023

<https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/10/09/iran-support-hamas-training-weapons-israel/>

– Blinken says U.S. has ‘not yet seen’ evidence of Iran involvement in Hamas attack on Israel, CNBC, 08/10/2023

<https://www.cnn.com/2023/10/08/blinking-says-us-has-not-yet-seen-evidence-of-iran-involvement-in-hamas-attack-on-israel.html>

– War in Gaza fractures the Palestinian party Fatah, Le Monde, 16/11/2023

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/11/16/war-in-gaza-fractures-the-palestinian-party-fatah_6259610_4.html

– The occupied West Bank cities at centre of resistance to Israel, Al Jazeera, 13/09/2022

<https://www.aljazeera.com/features/2022/9/13/why-is-israel-targeting-jenin-and-nablus>

– Four Palestinians killed in Israeli raid in West Bank, Le Monde, 25/10/2022

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2022/10/25/four-palestinians-killed-in-israeli-raid-in-west-bank_6001632_4.html